

## **Points clés du programme des LISTES DESTEXHE**

---

### **Sécurité et justice**

- Accorder une priorité au secteur régalien (police et justice).
- Porter la garde-à-vue à 5 jours en matière de terrorisme et de crimes organisés.
- Instaurer la procédure de comparution immédiate, comme en France.
- Exécuter au moins la moitié des peines de prison avant toute libération conditionnelle, comme en France.
- Instaurer la majorité pénale à 16 ans pour les délits graves et les crimes.
- Revoir la loi sur la protection de la jeunesse pour instaurer la notion de sanction.
- Sanctionner toute violence verbale ou physique envers un policier.
- Construire de nouvelles prisons.
- Séparer les primodélinquants et les récidivistes.

### **Immigration**

- Réduire drastiquement le regroupement familial (délai de 24 mois pour le demander, revenu minimum de 200 % du revenu d'intégration, test d'intégration passé à l'étranger).
- Les tests d'intégration pour le regroupement familial et l'acquisition éventuelle de la nationalité belge porteront spécifiquement sur les sujets qui peuvent poser problème : l'égalité des hommes et des femmes, la liberté de changer de religion, etc.
- Renforcer la lutte contre les mariages blancs et les « bébés-papiers ».
- Mieux vérifier l'intégration dans le cadre de l'acquisition de la nationalité belge.
- Bannir totalement les accommodements raisonnables.
- Interdire le financement de l'islam par des pays étrangers.

### **Budget et finances**

- Pas d'impôts/taxes qui augmentent la charge fiscale ou parafiscale ; équilibre budgétaire ; TVA sur l'électricité à 6 % ; diminuer le précompte immobilier ; pas d'IPP sur les 15 000 premiers euros ; diminuer de 1 % par an toutes les dépenses publiques administratives pendant 5 ans.
- Inscrire dans la Constitution un maximum de 45 % de prélèvement obligatoire (la Belgique est à 53 %, les Pays-Bas et l'Allemagne à 44 %).
- Supprimer le droit de succession entre époux, 15 % en ligne directe maximum et 45 % pour les autres.
- Ne pas modifier le régime fiscal des voitures de société.
- Confier au secteur privé certaines activités d'Actiris et du Forem (privatisation).
- Simplifier et assouplir la déclaration DIMONA dans l'Horeca.

## **Matières sociales et soins de santé**

- Pas d'allocation de chômage pour ceux qui n'ont jamais cotisé, pour les autres : système plus généreux les 6 premiers mois, puis réduction progressive. Et pour les moins de 50 ans, le système sera limité dans le temps.
- Pas de droit à la sécurité sociale sans cotisation pour les primo-arrivants durant les 5 premières années de séjour (sauf urgence et maladie grave).
- Réformer la GRAPA et la lier à la situation réelle du bénéficiaire et de ses enfants. Une personne qui n'a jamais cotisé ne peut pas toucher davantage qu'une personne qui a cotisé pendant 50 ans.
- Test linguistique et examen sur le système de santé belge pour les médecins de l'Union européenne qui souhaitent s'installer chez nous.
- Diminuer de 1 % par an les frais de gestion des mutuelles et limiter leur périmètre d'activité.
- Maintenir absolument les droits acquis en matière de pensions, mais pour les jeunes entrant dans le système, création d'un seul système de pensions identique pour tous (fonctionnaires, salariés et indépendants).

## **Enseignement**

- Encourager la performance scolaire.
- Accorder une autonomie pour les écoles pour l'engagement des professeurs, y compris dans les réseaux officiels.
- Recentrer l'enseignement sur les connaissances (savoirs).
- Laisser le libre choix des méthodes pédagogiques aux enseignants et aux écoles.
- Supprimer l'allongement du tronc commun jusqu'à 15 ans.
- Revoir ou supprimer les décrets inscription, paysage, titres et fonctions, etc.
- Restaurer la discipline.
- Interdire le port du voile et toute forme d'accommodement raisonnable.
- Arrêter de stigmatiser le redoublement.
- Enseigner les langues dès les maternelles et dans le secondaire non plus par classes mais par niveaux.
- Abaisser l'âge de l'obligation scolaire à 16 ans.

## **Gouvernance**

- Réduire de moitié le nombre de mandataires publics (20 conseillers communaux dans chaque commune au lieu de 49 dans les plus grandes, 4 échevins au lieu de 10 dans les plus grandes, intégration des CPAS dans les communes, 50 parlementaires wallons et 50 bruxellois).
- Interdire le cumul parlementaire, bourgmestre et échevin.
- Ramener à 9 le nombre de Ministres fédéraux au lieu de 15.
- Dépolitiser et objectiver les nominations.
- Rendre totalement transparents et publier tous les subsides.
- Casser le pouvoir excessif des syndicats.
- Doter les syndicats de la personnalité juridique, leur enlever le paiement du chômage, interdire l'entrave au droit au travail.
- Organiser des élections syndicales dans la fonction publique.

- Organiser un vote à bulletin secret pour décider d'une grève et rendre le préavis obligatoire.
- Maintenir le statut et les droits acquis pour les fonctionnaires mais les supprimer pour les nouveaux entrants dans la fonction publique. (Les nouveaux entrants auront donc des CDI stables).
- Revoir la législation électorale afin de rendre la compétition plus équitable.

## **Energie**

- Retarder la sortie du nucléaire à 2035 au plus tôt.
- Maintenir deux centrales en activité.
- Favoriser la recherche et le développement de solutions innovantes en matière d'énergie.

## **Relations internationales**

- Lever les sanctions contre la Russie.
- Reconnaître Jérusalem-Ouest comme la Capitale d'Israël.
- Respecter nos engagements dans le cadre de l'OTAN.
- Accorder une attention particulière à la protection des Parcs nationaux africains (Virunga, etc.)

## **Antisémitisme**

- Un chapitre spécifique est consacré à la lutte contre l'antisémitisme, un phénomène qui préoccupant car des Juifs sont visés en tant que juifs.

## **Ruralité**

- Garantir l'accès à internet partout.
- Maintenir une bonne couverture médicale dans les zones rurales et lutter contre la fermeture progressive des services publics.

## **Le bien-être animal**

- Nous voulons être à la pointe du bien-être animal.
- Nous voulons inscrire dans la Constitution le bien-être animal et proposons une quinzaine de mesures très spécifiques à ce sujet.

Beaucoup de nos propositions sont inédites. Nous sommes les seuls à les proposer. C'est un programme de rupture avec les politiques actuelles de tous les gouvernements, fédéral, FWB et régionaux